

NOTICE BIOGRAPHIQUE



Hugo Cyr

Membre

Avocat émérite, Hugo Cyr a été professeur titulaire à la Faculté de science politique et de droit de l'Université du Québec à Montréal où il a aussi été doyen de 2015 à 2020. Il est directeur général de l'École nationale d'administration publique depuis 2022.

Expert en droit constitutionnel, en intelligence artificielle (IA) et en théorie du droit, il détient un doctorat en droit de l'Université de Montréal, une maîtrise dans la même discipline de l'Université Yale et il est diplômé de droit civil et de common law de l'Université McGill. Il a été auxiliaire juridique auprès de l'honorable juge Ian C. Binnie de la Cour suprême du Canada, Boulton Fellow à l'Université McGill, chercheur en visite à l'Académie européenne de théorie du droit, professeur invité à l'Université McGill et Schell Fellow à la Yale Law School.

Il a été impliqué au sein de nombreux organismes ou associations, dont la Chaire UNESCO d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique, dont il a été vice-président de 2003 à 2009, de l'Institut québécois de réforme du droit et de la justice où il siège au Comité scientifique, et l'Association du Barreau canadien, où il a présidé le Comité de réforme du droit et où il a été membre du Conseil d'administration de la Division du Québec. Il a également été membre du Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie (CRIDAQ), directeur de l'axe Fédéralisme de coopération, asymétrie et solidarité du Centre d'analyse politique : Constitution et Fédéralisme (CAP-CF), coinstigateur et membre de LegallA, un groupe de recherche sur les legaltechs et d'HumanIA, un collectif de recherche en sciences sociales et humanités sur l'intelligence artificielle.

Hugo Cyr a à son actif plus d'une trentaine de publications canadiennes et internationales. À titre d'expert en droit constitutionnel, il a agi comme consultant pour différents ministères et organismes des gouvernements fédéral, provincial et étrangers, de même que pour diverses associations de la société civile au cours des dernières années.